

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative Place Bonet CS 40020
61000 Alençon

Alençon, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOFEDIT

Rue de la Pêcherie
Le Theil sur Huisne
61260 Val-Au-Perche

Références : 61-2026-0022
Code AIOT : 0005302582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement SOFEDIT implanté Rue de la Pêcherie Le Theil sur Huisne 61260 Val-au-Perche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plusieurs non conformités ont été constatées ces cinq dernières années en ce qui concerne la prévention des risques accidentels du site et les émissions environnementales. Ainsi, les sanctions prises ont été les suivantes :

- arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 août 2019 (cet arrêté a été levé le 07/03/2023 par courrier) sur les émissions atmosphériques de composés organiques volatils (COV) : les émissions de la ligne de peinture par cataphorèse n'étaient pas conformes. Un oxydateur thermique a été installé en 2022 (voir point développé ci-après) ;
- arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 novembre 2022 sur la défense incendie du site

: les moyens de lutte sont insuffisants, de même que les capacités de confinement des eaux d'extinction ; (mise en conformité constatée le 03 juin 2025);

- arrêté de mise en demeure du 16 février 2023 et arrêté d'amende administrative du 1er mars 2023 modifié le 4 mai 2023 pour des retards dans la réalisation des contrôles relatifs à la réglementation applicable aux équipements sous pression (ESP) ;
- arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 janvier 2024 pour non respect des valeurs limites d'émissions sonores et des prescriptions sur les points de rejets atmosphériques ;
- arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 12 janvier 2024 portant sur le respect des prescriptions relatives aux moyens de lutte contre l'incendie et au confinement des eaux d'extinction (délai de carence de 6 mois) (arrêté d'astreinte liquidé le 23 octobre 2025 suite à la mise en conformité constatée le 03 juin 2025).

La présente inspection a pour objet de faire un point sur l'état d'avancement des actions correctives engagées par l'exploitant par rapport à ces sanctions administratives.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFEDIT
- Rue de la Pêcherie Le Theil sur Huisne 61260 Val-au-Perche
- Code AIOT : 0005302582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Sofedit - Gestamp situé sur le territoire de la commune de Val-au-Perche est un équipementier automobile spécialisé dans la fabrication de pièces de châssis et de carrosserie (pour Stellantis, Renault et Toyota). Il transforme des bobines d'acier (700 t/j) en pièces finies avec différentes techniques d'emboutissage à froid ou à chaud, sur 23 ha dont 7 de bâtiments. L'établissement dispose d'une ligne de peinture (cataphorèse) à laquelle est associée une installation de traitement de surfaces. Des activités de soudage et de découpe de métaux sont également exercées. Ce site est le plus gros site français du groupe avec environ 900 salariés. Le groupe Gestamp représente 100 usines dans le monde (dont 20 en Asie pour Tesla), présent dans 24 pays avec 10 milliards d'€ de chiffre d'affaires et 42 000 employés (chiffre d'affaires en 2023 pour le site de Val-au-Perche de 283 millions d'€). Le site de Val-au-Perche est réglementé par l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2010, complété le 20 janvier 2011 (RSDE - recherche et réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau), 6 mai 2013 (RSDE), 27 août 2014 (IED et garanties financières) et 18 octobre 2017 (modification liée à la plate-forme de déchets métalliques).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

- Équipement sous pression
- Explosifs
- IED-MTD
- Odeur
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Point n°2 a rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Point n°2 b rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 4.3.9	Demande d'action corrective	1 mois
4	Point n°3 Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Point n°4 a émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 3.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Point n°5 émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 9.3.3.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Point n°6 a odeurs	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
9	Point n°6 b odeurs	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
10	Point n°7a points de rejets	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 11.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Point n°7 b points de rejets	Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 3.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
12	Point n°8 a émissions sonores	AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Point n°8 b émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 6.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Point n°1 contrôle électrique	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.8	Sans objet
6	Point n°4 b émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 3.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la défense extérieure contre l'incendie et le confinement des eaux d'extinction

La réalisation des travaux sur lesquels l'exploitant s'était engagé a été constatée le 03 juin 2025 .

Concernant le respect des valeurs seuil d'émission sonores fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/09/2010

Les travaux sur lesquels l'exploitant s'était engagé dans son programme ont été partiellement réalisés :

Actions réalisées

- Changement de la tête de presse de la ligne Benelli pour diminuer le niveau sonore.
- Arrêt de l'emboutissage haut le week-end.
- Organisation de l'emboutissage haut sur 10 équipes (Empileurs LDD1 & 2, lignes BLISS et BENELLI) et 15 équipes (presses MANZONI et ROVETTA) pour réduire le niveau sonore en LP1, LP2, et les émergences en ZER1 et ZER2 de nuit.
- Suppression de 16 presses de l'emboutissage haut. Les presses conservées : LDD1, LDD2, MANZONI, ROVETTA, ligne BLISS, ligne BENELLI et ligne RASKIN.
- Mise en place d'un bardage sur une des deux portes sectionnelles du quai de la Pêcherie.
- Mise en place d'un bardage pour remplacer les fenêtres du quai de la Pêcherie.
- Mise en place d'un écran acoustique au niveau du parc à ferraille.
- Réalisation d'une étude par Venatech sur la pertinence d'installer un écran acoustique chez la plaignante : solution approuvée et programmée

Actions programmées

- Mise en place d'un écran acoustique d'une hauteur de 4 m chez la plaignante. Ces travaux requièrent une modification du PLU sollicitée par l'entreprise GESTAMP et la plaignante auprès de la communauté de communes de Val au Perche.
- Remplacement de la porte sectionnelle du QUAI G par une porte rigide « acoustique ».

Concernant le respect des valeurs seuil d'émission de rejets atmosphériques fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/09/2010 au niveau de la cataphorèse et des postes à soudure

Les valeurs réglementaires en matière de rejets de composés organiques volatils au niveau de la cataphorèse ne sont pas respectées. En effet, une partie de ces composés n'est pas traitée dans l'oxydateur thermique (autrement dit, des COV sont rejetés sans faire l'objet d'un traitement). Par ailleurs, le plan de gestion pour l'année 2024 met en évidence que les émissions diffuses ne sont pas conformes.

Concernant les odeurs dont se plaignent les voisins

Des odeurs persistantes incommodant le voisinage de l'usine ont fait l'objet de plusieurs signalements. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les meilleures techniques disponibles sur ses rejets atmosphériques (notamment au niveau du four) pour réduire les odeurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point n°1 contrôle électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle électrique
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité adapté.
Constats : L'exploitant a présenté l'ensemble des rapports de contrôles électriques Q18 et Q19. L'inspection a effectué un contrôle par sondage pour vérifier que les prescriptions inscrites dans ces rapports sont prises en compte par l'exploitant dans sa maintenance. L'inspection a constaté par sondage que l'ensemble des non conformités est intégré dans un plan d'action annuel auquel le responsable de la maintenance affecte des priorités et un pourcentage d'actions réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Point n°2 a rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5.10
Thème(s) : Risques accidentels, conditions de rejets Dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : La température des effluents rejetés est inférieure à 30° C sauf si la température en amont dépasse 30° C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50° C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.

<p>Le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>En cas de rejet au milieu naturel, les dispositions ci-après sont également applicables :</p> <p>a) Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les effets du rejet, mesurés dans les mêmes conditions que précédemment, respectent également les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne pas entraîner une élévation maximale de température de 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, de 3° C pour les eaux cyprinicoles et de 2° C pour les eaux conchyliques ; - ne pas induire une température supérieure à 21,5° C pour les eaux salmonicoles, à 28° C pour les eaux cyprinicoles et à 25° C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - maintenir un pH compris entre 6 et 9 pour les eaux salmonicoles et cyprinicoles et pour les eaux de baignade, compris entre 6,5 et 8,5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et compris entre 7 et 9 pour les eaux conchyliques ; - ne pas entraîner un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques ; <p>b) L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conclusions du contrôle inopiné effectué par le laboratoire LABEO daté du 27/05/2025 : <i>"Etablissement A (les résultats du contrôle inopiné montrent sur l'ensemble des paramètres aucun dépassement des valeurs limites journalières maximales en terme de débit, concentration et flux)"</i></p> <p>Par ailleurs, les résultats de l'autosurveillance des rejets industriels aqueux après traitement ne montrent pas de dépassement sur la période juillet 2025 à décembre 2025.</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance de janvier 2026 et février 2026 sont enregistrés dans l'application GIDAF mais ne sont pas visibles par l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit rendre les résultats de l'autosurveillance rentrés dans l'application GIDAF accessibles par l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Point n°2 b rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 4.3.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émission des eaux résiduaires dans le milieu naturel</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>rejets dans le milieu naturel</u></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré et après épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-après</p> <p>PH entre 6,5 et 9</p> <p>As 0,1 (mg/l) 0,02 kg/Jour</p> <p>Cr total 1,5 (mg/l) 0,3 kg/Jour</p> <p>Cu 0,5 (mg/l) 0,1 kg/Jour</p> <p>Ni 2 (mg/l) 0,4 kg/Jour</p> <p>Zn 2 (mg/l) 0,4 kg/Jour</p> <p>Fe 3 (mg/l) 0,6 kg/Jour</p> <p>Pb 0,5 (mg/l) 0,1 kg/Jour</p> <p>Métaux totaux (Cr, Ni, Cu, Zn, Fe, Pb) 8 (mg/l) 1,6 kg/Jour</p> <p>P 10 (mg/l) 2 kg/Jour</p> <p>MES 30 (mg/l) 6 kg/Jour</p> <p>DBO5 50 (mg/l) 10 kg/Jour</p> <p>DCO 150 (mg/l) 30 kg/Jour</p> <p>Hydrocarbures totaux 5 (mg/l) 1 kg/Jour</p> <p>AOX 0,5 (mg/l) 0,1 kg/Jour</p> <p>Tributylphosphate 5 (mg/l) 0,8 kg/Jour</p> <p>Nitrites 20 (mg/l) 4 kg/Jour</p> <p>Azote total 50 (mg/l) 10 kg/Jour</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conclusions du contrôle inopiné effectué par le laboratoire LABEO daté du 27/05/2025 : <i>"Etablissement A (les résultats du contrôle inopiné montrent sur l'ensemble des paramètres aucun dépassement des valeurs limites journalières maximales en terme de débit, concentration et flux)."</i></p> <p>Par ailleurs, les résultats de l'autosurveillance des rejets industriels aqueux après traitement ne montrent pas de dépassement sur la période juillet 2025 à décembre 2025.</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance de janvier 2026 et février 2026 sont enregistrés dans l'application GIDAF mais ne sont pas visibles par l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit rendre les résultats de l'autosurveillance rentrés dans l'application GIDAF accessibles par l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>
<p>N° 4 : Point n°3 Plan de gestion des solvants</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1</p>

Thème(s) : Situation administrative, rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

L'exploitant n'a pas transmis le plan de gestion des solvants pour l'année 2025 avant l'inspection. Par conséquent, les constats de l'inspection sont effectués sur la base du PGS de l'année 2024.

Le plan de gestion des solvants de 2024 fait ressortir les points suivants :

Quantités entrantes

Quantité de solvants organiques contenus dans les préparations achetées et utilisées : 13955 kg (1)

Egouttures

Egouttures en sortie du bain d'ultrafiltration et du concentrat issu du traitement par évapo-concentration : 22,7 kg (2)

Calcul de la quantité de rejets canalisés

Au niveau de l'émissaire des bains de traitement de surface : 1 579,6 kg (3)

Au niveau de l'émissaire de la hotte à l'entrée du four de polymérisation : 5 163,3 kg (4)

En aval du four de polymérisation (après oxydation thermique) : 625,90 kg (5)

Total rejets canalisés = 1 579,6 kg + 5 163,3 + 625,90 = 7 368,8 kg (6)

(3) + (4) + (5) = (6)

Calcul de la quantité de solvants détruits par l'oxydateur

En amont du four de polymérisation (avant oxydation thermique) : 2 436,50 kg (7)

Quantité de solvant détruite par l'oxydateur : 2 436,50 kg - 625,90 kg = 1 811 kg (8)

(7) - (5) = (8)

Rendement de l'oxydateur: $1811/2436,5 = 74,43\%$

(8) / (7)

Calcul de la quantité de solvants diffus

Emissions diffuses : 1

$13\,955 - 7\,369 - 1\,811 - 22,7 = 4\,752,3$ kg (9)

(1) - (6) - (8) - (2) = (9)

Soit $4\,752/13\,955 = 34\%$ de la consommation totale de solvants.

Calcul de la quantité de solvants qui se retrouve dans l'atmosphère

7368,8+4752,3 = 12121 Kg (10)

(9) + (6) = (10)

Soit 86,8% du total de solvants consommés

L'exploitant a transmis le plan de gestion des solvants de 2025 le 25 février 2026.

Après une première lecture du plan de gestion des solvants de 2025 il apparaît que :

- En 2024 il y avait 1811 kg de solvants détruits par l'oxydateur et 4752 kg de solvants diffus
- En 2025 il n'y a plus que 19,75 kg de solvants détruits par l'oxydateur et 21,35 kg de solvants diffus.

Ca n'est pas cohérent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit envoyer son plan de gestion des solvants de l'années 2025 à l'inspection des ICPE **cohérent** avec le plan de gestion de 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Point n°4 a émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Quantités maximales rejetées :

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

COVNM :

-rejets four de cuisson cataphorèse : 233,2 g/h

-cataphorèse rejets traitement de surface et peinture : 4803,2 g/h

Constats :

Une campagne de mesures des rejets atmosphériques a été effectuée en octobre 2025.

Sortie cataphorèse (oxydateur) :

concentration de COV = 1,4 mg/Nm³, flux de COV = 11,3 g/h pour une VLE de 233,2 g/h

Les valeurs limites en matière de COV sont respectées.

Rejets traitement de surface :

<p>concentration de COV= 1,1 mg/Nm³ flux de COV = 33,1 g/h flux de poussière = 12,5 g/h Les valeurs limites en matière de COV sont respectées.</p> <p><u>Rejets hotte :</u> concentration de COV= 49,9 mg/Nm³ flux de COV = 2140 g/h pour une VLE de 233,2 g/h</p> <p>Les valeurs limites en matière de COV en sortie de cheminée de la cataphorèse sont respectées, toutefois ces valeurs ne tiennent pas compte du rejet de la hotte d'aspiration d'entrée de four. En ajoutant le flux issu de la hotte de 2140 g/h au flux issu de la cheminée de la cataphorèse, le flux de COV total est de 2151 g/h ce qui est très supérieur à la valeur limite d'émission de 233 g/h figurant dans l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tiendra compte dans le plan de gestion des solvants 2025 du rejet de la hotte dans le calcul des flux.</p> <p>L'exploitant mettra en œuvre des mesures correctives pour que les flux de COV soient conformes à l'arrêté préfectoral notamment en traitant les rejets de la hotte.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>
<p>N° 6 : Point n°4 b émissions atmosphériques</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 3.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques : Concentrations instantanées : COVNM : -rejets four de cuisson cataphorèse : 50 mg/Nm³ -cataphorèse rejets traitement de surface et peinture : 75 mg/Nm³</p>
<p>Constats :</p> <p>Une campagne de mesures des rejets atmosphériques a été effectuée en octobre 2025.</p>

Sortie cataphorèse (oxydateur) :

concentration de COV = 1,4 mg/Nm³, flux de COV = 11,3 g/h

Les valeurs limites en matière de COV sont respectées en sortie de cheminée de la cataphorèse.

Rejets traitement de surface :

concentration de COV= 1,1 mg/Nm³

flux de COV = 33,1 g/h

flux de poussière = 12,5 g/h

Les valeurs limites en matière de COV sont respectées en sortie du traitement de surface

Rejets hotte:

concentration de COV= 49,9 mg/Nm³

flux de COV = 2140 g/h

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Point n°5 émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 9.3.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses

Prescription contrôlée :

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée
L'aménagement des installations d'application de peinture (pulvérisation ou trempé) sera réalisé de façon à éviter toute possibilité de vidange directe ou par trop plein des eaux de lavage ou des peintures dans le réseau d'assainissement de l'usine.
[...].

Constats :

L'analyse du plan de gestion des solvants de 2024 met en évidence un non respect des émissions diffuses (cf. point de contrôle n° 4 du présent rapport) : 34 % de la quantité de solvants utilisée

<p>(valeur limite de l'arrêté d'autorisation: 20% de la quantité de solvants utilisée)</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisés.</p> <p>Par conséquent, cette non conformité fera l'objet d'une mise en demeure proposée à la signature de monsieur le préfet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réduire les émissions diffuses dans l'atelier pour atteindre la valeur limite de 20% fixée par son arrêté d'autorisation. Il présentera un plan d'action et le rétroplanning associé à l'inspection sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Point n°6 a odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, odeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant évite ou réduit les dégagements d'odeurs. Il établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir le point 2.1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un protocole précisant les actions et le calendrier ; • un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; • un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions de la ou des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction. <p>Ces dispositions sont limitées aux cas de nuisance olfactive probable ou avérée dans des zones Sensibles</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse du PGS de 2024 met en évidence que 86,8% du total de solvants consommés sont renvoyés dans l'atmosphère sous forme de COV sans traitement .</p> <p>Lors de l'inspection de janvier 2025, l'exploitant avait indiqué qu'initialement l'ouverture du four permettant le passage de la chaîne de convoyage des pièces peintes devait se situer à l'arrière du four et, finalement, l'exploitant a demandé au constructeur du four une modification avec une ouverture sur le côté du four. Cette modification conduit à des émissions de COV au moment de l'ouverture de la porte du four.</p> <p>Afin de protéger les salariés qui travaillent dans les locaux, l'exploitant a amélioré en 2024 la captation de ces émissions diffuses. Elles sont désormais collectées et extraites en toiture au moyen d'une cheminée.</p> <p>Mais l'inspection des ICPE reçoit régulièrement des plaintes de riverains de l'entreprise SOFEDIT, à propos d'odeurs industrielles récurrentes dont l'origine pourrait venir de ces COV émis.</p>

Ce point a déjà fait l'objet d'une non conformité lors de l'inspection de janvier 2025.
Il était alors demandé à l'exploitant d'établir et mettre en œuvre :

- un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions de la ou des sources ;
- des mesures de prévention et/ou de réduction, une étude technico-économique pour chiffrer les mesures de réduction des émissions de polluants à la source. Parmi les mesures de réductions qui peuvent être envisagées, il est demandé à l'exploitant d'étudier la possibilité de traiter l'intégralité des COV.

Il est constaté lors de la présente inspection qu'aucune de ces demandes n'a été réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection réitère sa demande à l'exploitant d'établir et mettre en œuvre :

- un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions de la ou des sources;
- des mesures de prévention et/ou de réduction, une étude technico-économique pour chiffrer les mesures de réduction des émissions de polluants à la source. Parmi les mesures de réductions qui peuvent être envisagées, il est demandé à l'exploitant d'étudier la possibilité de traiter l'intégralité des COV.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Point n°6 b odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.6

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.

Constats :

L'analyse du PGS de 2024 met en évidence que 86,8% du total de solvants consommés sont renvoyés dans l'atmosphère sous forme de COV sans traitement .

Lors de l'inspection de janvier 2025, l'exploitant avait indiqué qu'initialement l'ouverture du four permettant le passage de la chaîne de convoyage des pièces peintes devait se situer à l'arrière du four et, finalement, l'exploitant a demandé au constructeur du four une modification avec une ouverture sur le côté du four. Cette modification conduit à des émissions de COV au moment de l'ouverture de la porte du four.

Afin de protéger les salariés qui travaillent dans les locaux, l'exploitant a amélioré en 2024 la captation de ces émissions diffuses. Elles sont désormais collectées et extraites en toiture au moyen d'une cheminée.

Mais l'inspection des ICPE reçoit régulièrement des plaintes de riverains de l'entreprise SOFEDIT, à propos d'odeurs industrielles récurrentes dont l'origine pourrait venir de des COV émis.

Ce point a déjà fait l'objet d'une non conformité lors de l'inspection de janvier 2025.

Il était alors demandé à l'exploitant d'établir et mettre en œuvre :

- un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions de la ou des sources;
- des mesures de prévention et/ou de réduction, une étude technico-économique pour chiffrer les mesures de réduction des émissions de polluants à la source. Parmi les mesures de réductions qui peuvent être envisagées, il est demandé à l'exploitant d'étudier la possibilité de traiter l'intégralité des COV.

Il est constaté lors de la présente inspection qu'aucune de ces demandes n'a été réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection réitère sa demande à l'exploitant d'établir et mettre en œuvre :

- un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions de la ou des sources;
- des mesures de prévention et/ou de réduction, une étude technico-économique pour chiffrer les mesures de réduction des émissions de polluants à la source. Parmi les mesures de réductions qui peuvent être envisagées, il est demandé à l'exploitant d'étudier la possibilité de traiter l'intégralité des COV.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Point n°7a points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 11.2

Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur de cheminée et conditions de rejet À l'atmosphère

Prescription contrôlée :

Tout rejet en façade, à l'horizontal, est interdit.

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.

En plus des dispositions de l'article 6.2, les cheminées susceptibles de rejeter un flux de polluant supérieur à 1 kg/h de poussières, ou 10 g/h de COV avec mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou 0,1 kg/h de COV avec mention de danger H341 ou H351, ou 2 kg/h pour les COV autres que ceux mentionnés ci-dessus ont une hauteur minimale comme définie ci-après.

La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur ne peut être inférieure à 10 mètres. De plus, le rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

De plus, si le rejet de composés organiques volatils dépasse 150 Kg/h ou 20 kg/h pour ceux à mentions de danger H340, H350, H350i, H360d, H360f, H341 ou H351, la hauteur de la cheminée est conforme aux dispositions des articles 53 à 56 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

Constats :

La cheminée qui rejette les vapeurs provenant de la hotte d'aspiration située à coté du four est en façade et horizontale.

Sa vitesse d'éjection est 28,1 m/s pour un débit de 42800 m³/h d'après la campagne de mesure des rejets des émissaires de 2025.

La vitesse d'éjection est conforme.

Toutefois la configuration de la cheminée n'est pas conforme:

1. Sa hauteur ne peut être inférieure à 10 mètres.
2. De plus, le rejet doit dépasser d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

Par conséquent une mise en demeure est proposée à la signature de monsieur le préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en conformité la cheminée au dessus de la hotte.

Il est rappelé que tout rejet à l'horizontal est interdit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Point n°7 b points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets

Prescription contrôlée :

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent article ou non conforme à ses dispositions est interdit. [...]

<p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>La hotte aspire une partie des composés organiques volatiles diffus pour les rejeter dans l'atmosphère via un extracteur sur le toit qui n'est pas déclaré.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en conformité les rejets du site en limitant autant que possible le nombre de points de rejets en réduisant à la source les composés organiques diffus et en renvoyant les fumées dans un des rejets autorisés et dont les valeurs limites sont déjà fixées par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>L'exploitant justifiera du respect des émissions dans la configuration finale dans le cadre d'un porté à connaissance destiné à régulariser la situation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 12 : Point n°8 a émissions sonores

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SOFEDIT, exploitant les installations sises Rue de la Pêcherie à Val-au-Perche (61260), est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2010 susvisé :</p> <p>« Article 6.2.2 - Niveaux limites de bruit</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : 65 dB(A) en journée (7h-22h) et 55 dB(A) la nuit (22h-7h)</p> <p>Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules de transport, matériels de manutention et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, respecte les valeurs limites ci-dessus. La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. »</p>

Constats :

L'étude de mesures acoustiques effectuée par DEKRA le 29/10/2025 conclue que l'impact sonore engendré par l'activité de la société SOFEDIT à VAL AU PERCHE (61260) lorsque le site est en production, montre un dépassement du niveau ambiant est relevé au point Lp1 en période nocturne d'une valeur mesurée de 56,5 dB(A).

L'étude effectuée par le bureau Véritas du 30/10/2025 au 04/11/2025 aboutit à des conclusions similaires en mesurant une valeur de 55.5 dB(A) pour une norme fixée à 55dB(A).

Toutefois l'exploitant a présenté un plan d'action lors de réunion du 16 décembre 2025 entre l'entreprise GESTAMP, la mairie et les riverains.

Actions réalisées

- Changement de la tête de presse de la ligne Benelli pour diminuer le niveau sonore.
- Arrêt de l'emboutissage haut le week-end.
- Organisation de l'emboutissage haut sur 10 équipes (Empileurs LDD1 & 2, lignes BLISS et BENELLI) et 15 équipes (presses MANZONI et ROVETTA) pour réduire le niveau sonore en LP1, LP2, et les émergences en ZER1 et ZER2 de nuit.
- Suppression de 16 presses de l'emboutissage haut. Les presses conservées : LDD1, LDD2, MANZONI, ROVETTA, ligne BLISS, ligne BENELLI et ligne RASKIN.
- Mise en place d'un bardage sur une des deux portes sectionnelles du quai de la Pêcherie.
- Mise en place d'un bardage pour remplacer les fenêtres du quai de la Pêcherie.
- Mise en place d'un écran acoustique au niveau du parc à ferraille.
- Réalisation d'une étude par Venatech sur la pertinence d'installer un écran acoustique chez la plaignante: solution approuvée et programmée

Actions programmées

- Mise en place d'un écran acoustique d'une hauteur de 4m chez la plaignante. Ces travaux requièrent une modification du PLU sollicitée par l'entreprise GESTAMP et la plaignante auprès de la communauté de commune de Val au Perche.
- Remplacement de la porte sectionnelle du QUAI G par une porte rigide « acoustique ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder aux travaux permettant de limiter le niveau acoustique en limite de propriété et effectuer de nouvelles mesures pour confirmer le respect de l'arrêté préfectoral.

Il est demandé à l'exploitant d'envoyer à l'inspection le planning prévisionnel associé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Point n°8 b émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence
Prescription contrôlée : L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel {établissement à l'arrêt}. Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs limites admissibles, fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.. Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement - au nord ouest rue des ponts - au nord est rue salvert - autres zones en limite de propriété de l'usine Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés : 5 dB(A) Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés : 3 dB(A)
Constats : L'étude de mesures acoustiques effectuée par DEKRA le 29/10/2025 conclue que l'impact sonore engendré par l'activité de la société SOFEDIT à VAL AU PERCHE (61260) lorsque le site est en production, montre une émergence non conforme au point ZER1 avec des émergences mesurées à 8 dB(A) de 7h à 22h et de 4 dB(A) de 22h à 7h or dimanche et jours fériés. La mesure inopinée effectuée par le Bureau Véritas du 30/10/2025 au 04/11/2025 à la demande de la DREAL aboutit à une mesure d'émergence de 7.5 dB(A) de 7h à 22h et de 8.5 dB(A) de 22h à 7h or dimanche et jours fériés. L'arrêté de mise en demeure du 12/01/2024 rappelle à l'exploitant qu'il doit respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2010 en matière de niveau de bruit sans évoquer le respect des émergences. Par conséquent, l'inspection propose à la signature de monsieur le préfet un nouvel arrêté de mise en demeure imposant à l'exploitant de respecter les niveaux de bruit et les émergences fixés par l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2010.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter les valeurs limites d'émergences. L'inspection a eu connaissance des actions entreprises ou programmées par l'exploitant pour se mettre en conformité. L'exploitant mettra en œuvre les mesures de réduction de l'émergence et procédera à une nouvelle mesure acoustique afin de démontrer la mise en conformité des émissions.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois